



Frontières étatiques et réseaux sociaux: le projet de Fédération centraméricaine (1822-1827)

Christophe Belaubre

► To cite this version:

Christophe Belaubre. Frontières étatiques et réseaux sociaux: le projet de Fédération centraméricaine (1822-1827). *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 2006, 53 (2), pp.70-91. halshs-00159331

HAL Id: halshs-00159331

<https://shs.hal.science/halshs-00159331>

Submitted on 2 Jul 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

“Frontières étatiques et réseaux sociaux: le projet de Fédération centraméricaine (1822-1827)”

De sa découverte par les peuples européens à la fin de l'époque coloniale, l'Isthme centraméricain a servi de cadre à la difficile cohabitation des descendants des grandes civilisations mayas, des Créoles issus des migrants espagnols et des *ladinos* issus du métissage. Cet espace géographique était un véritable carrefour permettant l'entrée de dizaines de marchandises de contrebande. Peu propice à l'entreprise de colonisation, il faisait l'objet d'incessantes incursions militaires anglaises et les populations indigènes se soulevèrent à maintes reprises contre les abus des officiers espagnols. Pauvre en richesse minière, il fut aussi toujours très mal contrôlé¹. L'effort des Espagnols se concentra vers les Hautes Terres très peuplées du Guatemala où la population indigène fut soigneusement séparée des Créoles et des esclaves noirs afin de l'évangéliser et de garantir de bonnes rentrées fiscales. Cette politique était moins rigoureusement appliquée dans le reste de l'isthme où la population *ladina* devint presque majoritaire à la fin de l'époque coloniale. Or ce territoire, apparemment peuplé par des hommes et des femmes n'ayant que très peu de choses en commun, fut pourtant retenu après l'Indépendance pour former, en 1823, un nouvel Etat : la République Fédérale de Centramérique. Cette expérience ne dura que quelques années, mais jamais un projet national ne fut porté avec autant de détermination dans cette région aujourd'hui divisée en cinq Etats-nations², lesquels accumulent des records de pauvreté et de violences urbaines. Les débats et l'abondante historiographie sur le pourquoi de cette division témoignent des nombreuses interrogations qui pèsent encore sur cet échec³.

La division politique de l'Amérique centrale a souvent été expliquée à partir des problèmes économiques et des contraintes géographiques, mais rares sont les travaux qui se sont intéressés aux responsabilités des élites, au pouvoir des individus, des familles. Or les réseaux de parenté ont eu, à une époque déterminante, marquée par le

¹ Voir l'excellente synthèse d'Arturo Taracena, in *México en el mundo hispánico*, O. Mazín Gómez Editor, " Elementos desintegrados en centroamérica, primera mitad del siglo XIX", El Colegio de Michoacán, p.41-49.

² L'emploi de cette expression n'est pas sans poser de nombreux problèmes historiographiques et épistémologiques. Nous renvoyons, là encore, à Arturo Taracena (coord.), *Etnicidad, estado y nación en Guatemala, 1808-1944*, vol. n° 1, Antigua Guatemala, CIRMA, 2002.

³ On peut d'ailleurs s'interroger sur cette rémanence : faut-il y voir la nostalgie d'une conscience collective inaccomplie ? La bibliographie sur le sujet est copieuse et très inégale. La résurgence, dans les années soixante, du projet unioniste explique en partie la profusion des études: Th. Karnes, *The Failure of Union; Central America, 1824-1960*, Durham, North Carolina Press, 1961 ; E. Ortez, *La República Federal de Centroamérica*, San Salvador, 1963 ; A. Herrarte, *La Unión de Centro-América*, S.J., 1964 ; R. Facio Segreda, *La Federación de Centroamérica. Sus antecedentes, su vida y su disolución*, San José, ESPAC, 1965. Dans les années soixante-dix, deux géographes costariciens (Granados et Hall) et un historien du même pays (Pérez Brignoli) s'opposèrent à deux grands livres qui avançaient que l'isthme était une unité à vocation nationale : E. Torres-Rivas, *Interpretación del desarrollo social en Centroamérica*, Costa Rica, Educa, 1971 et R. L. Woodward, *Central America. A nation divided*, New York, Oxford University Press, 1976. Ces débats suscitérent en grande partie les nombreuses thèses qui furent soutenues par la suite sur l'Histoire de l'Amérique centrale (Celles de Victor Hugo Acuña sur le commerce, de Gustavo Palma Murga sur les structures sociales, de Miles Wortmann sur le politique ou encore les travaux sur l'économie de Ciro Cardoso et

passage de l'économie ancienne à l'économie de marché, un rôle décisif lorsque sauta le verrou de l'ancienne administration coloniale. Une analyse centrée sur les acteurs et leurs relations interpersonnelles nous amène à revenir sur la pertinence de la dichotomie, fréquente dans l'historiographie, qui opposerait les Salvadoriens, plutôt fédéralistes et libéraux, et les Guatémaltèques, plutôt centralistes et conservateurs. Notre démarche renvoie à la diversité des approches en sciences sociales qui se sont multipliées ces dernières années. Elle met en lumière, à partir d'un examen minutieux des sources, la complexité des stratégies familiales et lignagères⁴ : elle nous permet une relecture de l'histoire politique centraméricaine à partir de la micro-histoire sociale.

Dans cette perspective, l'affaire de l'évêché du San Salvador est intéressante à plus d'un titre⁵. Plusieurs historiens avancent qu'elle fut à l'origine de la guerre civile (1827-1829) et qu'elle serait donc la source d'une dynamique désintégratrice⁶. Dans tous les cas, cette première grande bataille politique centraméricaine nous conduit aux origines d'une identité voulue, mais perdue, et nous amène à remettre en cause l'idée que les conceptions divergentes de la nation auraient seules eu raison de la Fédération Centraméricaine.

Revenons donc aux faits. Nous sommes en 1822. La rupture du pacte colonial crée un vide juridique, dans le domaine des relations entre l'Eglise et l'Etat, que les députés centraméricains peinent à combler. Depuis plusieurs années, les élites salvadoriennes étaient engagées dans un bras de fer avec les autorités coloniales pour obtenir l'érection d'un diocèse dans leur région. José Matías Delgado, fort du soutien des familles de pouvoir locales, obtient de l'Assemblée Nationale salvadorienne qu'elle récupère à son profit le droit de patronage qu'elle délimite et institue un nouveau diocèse, et qu'elle l'en nomme évêque. L'affaire commence alors avec la virulente opposition de l'évêque du Guatemala appuyé par une partie de l'Assemblée Fédérale centraméricaine, n'accepte pas cette *deminutio capitis*. Elle ne devait prendre fin qu'avec la guerre, en 1827, et n'être totalement réglée qu'en 1843.

Pour revisiter cette période, les informations contenues dans les pamphlets (*folletos*), complétées à l'aide des minutes notariales, constituent de précieuses sources⁷. Dans un premier temps, il faut inscrire l'affaire dans le contexte socio-économique de la fin du XVIII^e siècle, à l'époque où s'est constitué, autour de quelques apparentés, un espace de pouvoir régional au Salvador. On ne peut certes pas comprendre les motivations des Salvadoriens sans

Hector Pérez Brignoli, *Centro America y la economía occidental (1520-1930)*, San José, Editorial Universitaria). Enfin, dans les années 1990, tous ces travaux firent l'objet d'une brillante synthèse, *Historia General de Centro América*, 6 vol., San José, Costa Rica, Flacso, 1993.

⁴ Dans ce domaine, les travaux ne sont pas très nombreux au Guatemala. Voir l'article de Gustavo PALMA MURGA, "Núcleos de Poder local y Relaciones familiares en la ciudad de Guatemala a finales del siglo XVIII", *Mesoamerica*, n° 12 Antigua Guatemala: CIRMA, 1986, p. 95-103. Nous renvoyons aussi à Diana BALMORI, *Notable family networks in Latin America*, Chicago, University of Chicago Press, 1984. En revanche ces études se multiplient sur de très nombreux terrains. Ces travaux sont cités dans la synthèse introductive de Jean-Pierre DEDIEU et Zacarias MOUTOUKIAS; Voir Juan Luis CASTELLANO et Jean-Pierre DEDIEU (Dir.), *Réseaux, familles ...op. cit.*, p. 23. Parmi les plus récents : I. DUBERT, *Historia de la familia en Galicia durante la época moderna, 1550-1830 (Estructura, modelos hereditarios y conflictividad)*, La Corogne, Ediciós do Castro, 1992 ; M. GARCÍA FERNÁNDEZ, *Herencia y patrimonio familiar en la Castilla del Antiguo Régimen (1650-1834). Efectos socioeconómicos de la muerte y la partición de bienes*, Valladolid, Universidad de Valladolid, 1995.

⁵ Les rares travaux consacrés à cette affaire sont très anciens mais leur présence au Salvador témoigne d'une certaine mémoire collective qui renvoie à une affaire douloureuse : Ramón LÓPEZ JIMÉNEZ, *Mitras Salvadoreñas*, El Salvador, Ministerio de Cultura, Departamento Editorial, 1960 ; Santiago MALAINA, *Historia de la erección de la diócesis de San Salvador*, San Salvador, 1944.

⁶ Voir Manuel MONTÚFAR Y CORONADO, *Memorias para la Historia de la Revolución de Centroamérica*, 4^a edit. Guatemala : Ministerio de Educación Pública, 1963, p. 97. Jalapa (1ed., Mexico: Blaco y Aburto, 1832 ; 2ed., Guatemalaa : Imprenta de la Paz, 1853 ; 3^a edit. San Salvador : Tipografía La Union, 1950). « *Les événements de 1826 diront de quelle manière l'affaire de l'évêché eut une grande influence sur la guerre civile de l'Amérique Centrale* ».

⁷ L'historien guatémaltèque, Arturo TARACENA, cité plus haut, est un des rares à utiliser les pamphlets pour revisiter l'histoire de l'Amérique centrale. Dans l'historiographie mexicaine, les approches sont beaucoup plus nombreuses et fréquentes : R. SAGREDO BAEZA, « Actores políticos en los catecismos patriotas y republicanos americanos, 1810-1827 », in *Historia mexicana*, vol. XLV, n° 179, México, 1996, p. 501-538 ; S. CÁRDENAS GUTIÉRREZ, « La construcción del imaginario social "República representativa" en la folletería mexicana : 1856-1861 », in *Historia mexicana*, vol. XLVIII, México, 1999, p. 523-566. Concernant les minutes notariales, une partie de nos sources vont être prochainement publiées sur le site du Groupe d'Intérêt Scientifique sur l'Amérique Latine, sous la forme d'un dictionnaire virtuel des élites hispanoaméricaines (Voir www.reseau-amerique-latine.fr/). D'autre part, plusieurs pamphlets concernant cette affaire sont consultables en ligne sur le site de l'*Asociación para el Fomento de los Estudios Históricos en Centroamerica* (www.membres.lycos/elitesamerique/).

revenir sur les conséquences provoquées dans cette région par le "boom" de l'indigo au moment même où la demande de ce produit est développée par l'essor de l'industrie textile en Europe occidentale. Cela revient à interroger la spécificité du pouvoir socio-économique des acteurs salvadoriens, lesquels portèrent cette volonté d'une plus grande autonomie religieuse vis-à-vis de la métropole guatémaltèque. Mais si cette approche explique pourquoi un violent conflit politique s'est plus particulièrement développé dans cette région, elle ne permet cependant pas de comprendre pourquoi cette affaire envenima le climat social de la Fédération centraméricaine pratiquement jusqu'au début de la guerre civile. Pour dépasser l'analyse socio-économique, nécessaire mais parfois trop globale, nous utilisons la démarche micro-historique de façon à saisir l'ensemble des relations entretenues par les acteurs⁸. Il s'agit alors de mettre en évidence les liens qui unissaient ou opposaient les protagonistes de l'affaire (identification des liens de parenté, de clientèle, ou d'autres encore : amitié, compérage ou parrainage) en opposant le micro-réseau de la famille Delgado à l'entourage de l'archevêque Casaus y Torres.

La place spécifique de la parenté dans la constitution d'un espace de pouvoir régional

La région salvadorienne était, au XVIII^e siècle, à bien des égards, différente des autres régions composant la Capitainerie Générale du Guatemala. La production et le commerce de l'indigo avaient pris une importance considérable. L'accroissement rapide des productions textiles en Angleterre provoqua une augmentation sensible de la demande qui se traduisit par une hausse des coûts car les régions productrices de plantes tinctoriales étaient peu nombreuses. Le Salvador devint alors une zone d'approvisionnement essentielle. Le développement de ce marché donna aux producteurs locaux une marge de manœuvre plus grande face aux grandes maisons commerciales de la capitale du Royaume. Certains Salvadoriens n'hésitèrent pas à se passer de l'intermédiaire guatémaltèque et à devenir eux-mêmes de véritables marchands. Cette attitude était déjà en soi une remise en cause du système d'Ancien Régime qui reposait sur les corporations, mais les autorités espagnoles ne firent rien pour dissuader ces nouveaux grands commerçants. Les réformes des Bourbons cherchèrent notamment à renforcer la position des Salvadoriens en leur octroyant des facilités bancaires⁹. Cette protection indirecte avait pour contrepartie l'accroissement des contrôles royaux. Le prix de l'indigo fut par exemple imposé par le pouvoir. C'était le type de mesures contraignantes qui limitaient l'expansion de la société marchande. C'est à partir de ce moment-là que les familles du Salvador eurent systématiquement recours aux réseaux de parenté, non pas pour rompre brutalement avec les marchands de la capitale ou pour s'affranchir de la tutelle royale, mais bien pour profiter des interstices de pouvoir que ces deux forces laissaient libres dans leurs confrontations. Si les Bourbons avaient ouvert des espaces pour encourager le commerce interrégional, les producteurs salvadoriens devaient s'organiser pour en tirer un bénéfice. Dans les haciendas, il convenait de produire à un moindre coût pour faire face aux frais induits par les coûts de distribution. Il fallait donc réduire les coûts d'exploitation, en particulier les prix de nombreuses denrées agricoles, que les exploitants ne pouvaient produire faute d'espace. Les revendications étaient particulièrement fortes dans le domaine de la viande, que les Salvadoriens devaient acheter à prix d'or dans les foires du Guatemala¹⁰. Selon un rapport rédigé en 1800 par les commerçants de Sonsonate et de San Salvador, les marchandises vendues dans ces provinces provenaient presque toutes de la capitale. Nombreux étaient ceux qui se plaignaient de n'être pas suffisamment approvisionnés¹¹. Ces plaintes étaient alors incontestablement liées à la guerre, qui bloquait, selon les

⁸ La micro-histoire ne peut pas se substituer complètement aux démarches braudéliennes, mais elle nous apparaît comme une méthode empirique particulièrement utile pour appréhender les stratégies mises en place par les différents acteurs du projet fédéral centraméricain. Voir Bernard LEPETIT, « De l'échelle en histoire », in Jacques REVEL, dir., *Jeux d'échelles, la micro-analyse à l'expérience*, Paris, EHESS, Gallimard, Le Seuil, 1996.

⁹ Voir sur ce thème les essais suivants : José Antonio FERNÁNDEZ MOLINA, "Colouring the world in blue. The indigo boom and the Central American market, 1766 - 1810", University of Texas, 1992; S. Floyd Troy, " The indigo merchants: promoter of Central American Economic Development, 1750 - 1808" in *Business History Review*, XXIX, 4, 1966, pp. 466-488.

¹⁰ Ces mêmes producteurs importaient aussi massivement du bétail, pour une valeur de 150.000 pesos. Voir Manuel RUBIO SANCHEZ, *Historia del añil o Xiquilite en Centro America*, Guatemala, 1976, tome 1., p. 329.

¹¹ Gustavo PALMA MURGA, *Agriculture, commerce et société au Royaume de Guatemala, 1770-1821*, Paris IV, EHESS, 1985, p. 482. Voir aussi le détail de ces rapports dont l'auteur rend compte dans "Guatemala a fines del siglo XVIII. Una breve perspectiva económica y social" in *Historia y Antropología de Guatemala*. Ensayos en honor de J. Daniel Contreras R., 1982, pp.

commerçants de la capitale, «près de cinq millions de livres d'indigo à Veracruz». Mais ces déclarations mettent aussi en évidence la volonté des commerçants salvadoriens d'obtenir de la Couronne la possibilité d'importer directement des marchandises d'Espagne pour tirer du commerce un profit plus grand. Les producteurs obtinrent de l'administration royale la permission d'accroître le nombre de succursales du *Montepío* pour qu'il y ait plus de bénéficiaires dans toute la région salvadorienne¹² : la nature même de cette demande impliquait une certaine cohésion des élites au niveau régional. Les autorités royales durent intervenir à la fin du XVIII^e siècle car les gros producteurs salvadoriens étaient suffisamment bien organisés et se trouvaient en mesure de bloquer l'accès du crédit aux *poquiteros*¹³. La crise économique du début du XIX^e siècle provoqua une concentration des terres entre les mains des producteurs les plus puissants. En dehors de quelques familles de la capitale (en particulier les Aycinena et les Yúdice, qui récupérèrent les terres de quelques producteurs insolubles), les familles Rodriguez et Aquino, par exemple, assuraient 24 % de la production d'indigo dans les campagnes aux alentours de la ville de San Salvador¹⁴. Le même phénomène se reproduisait partout et les mariages entre les différentes familles contribuèrent à former l'embryon d'une véritable élite régionale ayant appris à composer avec le pouvoir espagnol et avec les grands marchands de la capitale.

Tableau n° 1 : Les familles créoles ou *ladinas* dominantes dans la région salvadorienne entre 1750 et 1821

Région d'implantation	Familles dominantes
San Vicente	Cornejo, Santin Del Castillo, Merino, Perdomo, Cañas, Lobato, Pereyra, Quintanilla, Vasconcelos
San Miguel	Becerril, Salazar, Molina, Cisneros, Dominguez de Castilla, Escolan, Paz, Andrade, Loucel
Metapan	Luna, Arbizu, Sanabria, Mayorga, Escobar, Ramirez, Martinez
San Salvador	Aguilar, Delgado, Arce, Castriciones, Loucel, Abascal, Fagoaga, Armenteros, De León, Barrada, Villacorta, Nuñez, Figueroa, Escalante, Ungo, Viteri
Sonsonate	Aqueche, Arauz, Contreras, Cuellar, Wandin,
Santa Ana	Melgar, Cuello, Najarro, Betancurt, Mendez

Une grande partie des activités de ces familles dépendaient des négociations qui se jouaient en permanence dans la capitale du Guatemala. Les producteurs qui désiraient s'affranchir devaient veiller à l'acheminement de l'indigo jusqu'à Cadix. Ils devaient s'adapter aux différences de mentalité existant entre les familles, plus rurales, du Salvador et celles, d'esprit précapitaliste, qui s'occupaient du commerce transatlantique. Certaines familles, comme les Viteri et les Saenz de Ungo, forgèrent de solides alliances matrimoniales et s'associèrent pour créer de petites sociétés de commerce. La famille Loucel parvint même à fonder une maison commerciale qui n'avait rien à envier à celle des Irisarri dans la capitale du Royaume¹⁵. Dans chacun de ces groupes, le réseau des parents permettait de s'engager dans des entreprises audacieuses. Les Salvadoriens prirent conscience tout à fois de leur dépendance et de leurs propres capacités à s'intégrer à une nouvelle forme d'économie refusant les entraves corporatistes. Ces données

47-52. L'*hacendado* salvadorien Santiago de Renteria, dans son témoignage avance le chiffre de 100.000 pesos de *bramantes crudos* consommés dans la région. Selon cette même source, on recensait dans la région 20 à 26 *tiendas* dont seulement trois qui vendaient des *lienzos*.

¹² Manuel RUBIO SANCHEZ, *op.cit.*..., p. 244. Allusion à la junte de 1794 qui crée les succursales de San Miguel et Santa Ana en plus de celle de San Salvador.

¹³ *Idem*, p. 244. En 1803, le Président de l'Audience Royale demandait à ce qu'un sixième des crédits soit obligatoirement accordé aux petits producteurs connus sous le nom de *poquiteros*.

¹⁴ *Idem*..., p. 147, 155-165.

¹⁵ *Archivo General de Centro America* (Ville de Guatemala) noté dorénavant AGCA, A1-20, Leg. 3046, fol. 1-35. D'après son inventaire après décès, rédigé en 1807, le volume des affaires de Miguel Loucel y Vega atteignait les 350.000 pesos, mais il avait près de 206.000 pesos de dettes, ce qui laissait 144.000 pesos à ses héritiers. Sa maison dans la capitale salvadorienne avait une valeur supérieure à 5000 pesos. Il était membre du *cabildo* de la ville de San Salvador en 1795. Voir AGI, Guatemala 438 ; mais nous ignorons la date et les circonstances de son arrivée au Salvador. Voir aussi Juan José FALLA SANCHEZ, "La familia Martín del Cerro, fundadora de la villa de San Vicente de Austria", in *RAGEGHH*, n° 3-4, 1969-1970, p. 239.

macro-économiques ne permettent toutefois pas de saisir avec finesse les raisons qui entraînent de nombreux Centraméricains dans l'affaire du diocèse de San Salvador. De nombreux historiens s'accordent à reconnaître que les tensions politiques s'accrurent à partir de 1824 alors qu'a priori aucune raison socio-économique ne permet d'expliquer ce fait. En réalité, les réseaux d'Ancien Régime prennent peu à peu le pas sur la modernité politique naissante. Alors que les rouages démocratiques auraient pu jouer leurs rôles dans la résolution du conflit, ce sont d'autres forces, d'autres habitudes sociales, qui prennent le dessus et entraînent inexorablement l'ensemble de la classe politique vers un affrontement militaire.

José Matias Delgado : l'ambition d'un homme, les ramifications et les limites de son réseau de pouvoir

Arrêtons-nous d'abord sur la personnalité et sur le réseau de pouvoir de José Matias Delgado¹⁶, que nous retrouvons au cœur de la bataille politique provoquée par la décision d'ériger en diocèse cette province salvadorienne. Disons d'emblée que les informations concernant la parentèle sont encore parcellaires, même s'il est possible de reconstituer une partie du lignage. Comme pour les autres grandes familles du Salvador, le marché de l'indigo poussa les Delgado à mettre en place des stratégies de reproduction sociale tout à fait originales. Pour de nombreux acteurs, cela ne faisait aucun doute : l'ambition démesurée de José Matias Delgado était à l'origine de toute cette affaire. Le pamphlet anonyme de 1826, qui venait en réponse à un communiqué publié au Salvador dans le journal *El Semanario Mercantil*, se terminait par une phrase très dure : " Delgado se trouve dans l'obligation de fomenter des vices, parce que c'est le seul appui que trouve son ambition (...) "¹⁷. Dans le contexte historique, marqué par des échanges de libelles tous plus insultants les uns que les autres, il n'est pas étonnant que l'ambition ait été aux yeux de beaucoup un moyen commode pour expliquer l'attitude des Salvadoriens. Même si l'argument n'est pas complètement faux (Delgado avait assurément la stature d'un évêque), il faut probablement chercher ailleurs les raisons qui poussèrent les opposants guatémaltèques à dénoncer avec autant de véhémence la décision des députés salvadoriens. En fait, c'était bien le réseau de pouvoir de la famille Delgado qui était visé par les critiques. Le père de José Matias Delgado était un notable, *alcalde primero* de la ville de San Salvador en 1797, qui devait sa réussite au profit engendré par le commerce de l'indigo¹⁸. Originaire du Panama, et probablement arrivé très jeune dans la décennie de 1760, ce Créole épousa Maria Ana De León pour s'assurer un ancrage solide au sein des élites de la plus grande ville de la région salvadorienne (La parentèle élargie incluait en effet les familles Aguilar, San Juan, Arce, Lobato, Escolán, Fagoaga : voir le graphique n° 1). Dans la nouvelle donne régionale, la parenté allait servir de cadre à la mise en place d'un réseau de fidélité plus large permettant une entrée des Delgado dans les sphères du pouvoir de la ville¹⁹. Même si une grande famille comme celle des Delgado se devait de nouer des liens solides avec l'oligarchie guatémaltèque (en particulier les Arrivillaga, car José Matias Delgado accepta de parrainer deux de leurs enfants²⁰), les informations que nous avons pu recueillir tendent à démontrer que la capitale ne fit jamais

¹⁶ Ce prêtre est des pères de la patrie salvadorienne. Voir les nombreux écrits déjà publiés sur son itinéraire politique : Carlos MELENDEZ, *Presbítero y Doctor José Matias Delgado en la foja de nacionalidad centroamericana*, Ministerio de educación, El Salvador, 1961 ; Rodolfo BARÓN CASTRO, *José Matías Delgado y el Movimiento Insurgente de 1811*, San Salvador, Ministerio de Educación, Dirección General de Publicaciones, 1961.

¹⁷ B.N.G., *Contestación al comunicado que comienza: revolucionaba en el siglo X el arzobispo de Milan, CET. Incerto en el número 71 del Semanario del Estado del Salvador, en que con hechos traídos por la malicia, se exorta al pueblo pacífico de Guatemala à revolucionar contra su digno prelado; por que evitando los abusos y desordenes religiosos, promueve el honor de los gobiernos y de toda la República*, Guatemala, Presse "De la Union", dirigée par Juan José de Arévalo, 1826. On trouve aussi, en 1825, dans des notes ajoutées à une lettre de Simeon Cañas à l'archevêque, une allusion « aux interprétations de quatre fantaisistes animés par leur ambition ». Voir Agustín ESTRADA MONROY, *Datos para la Historia de la Iglesia de Guatemala*, Tome II, Guatemala, Sociedad de geografía e Historia, 1973-1974, p. 465.

¹⁸ Pedro Delgado fut élu en 1797, alors que son fils José Matias suivait de coûteuses études au Séminaire de la capitale. Auparavant il était *alferez real* de la ville.

¹⁹ Une des tantes de José Matias Delgado avait épousé le Capitaine José Arce y Cueva et leur fils, Bernardo Arce y De León (1754-1812), fut *alcalde mayor* du Salvador à la fin du XVIII^e siècle. Voir Juan José FALLA SÁNCHEZ, La familia Martín del Cerro, fundadora de la villa de San Vicente de Austria, in *RAGEGHH*, n° 3-4, 1969-70, pp. 168 ss.

²⁰ En 1787, il fut le parrain de Mariana de Jesús, fille de Mariano de Arrivillaga et de Petrona de Coronado, ainsi que de José Leocario Santacruz, fils de Manuel Santa Cruz et de Rosalia Arrivillaga. Nous ignorons avec précision la nature des échanges entre les deux familles, mais nous pensons que la relation s'est nouée par l'intermédiaire de la congrégation de San Felipe Neri,

l'objet de sa part d'une stratégie de conquête. Ce dédain est d'autant plus compréhensible que José Matias Delgado était alors doté d'une véritable fortune patrimoniale qui l'obligeait à résider au Salvador (au moins pour assurer le recouvrement des intérêts des chapellenies)²¹. José Matías Delgado savait que l'argent n'était pas suffisant pour s'ouvrir les portes des grandes cures de la capitale et, semble-t-il, il n'insista pas beaucoup²². Quelques mois à peine après sa sortie du Séminaire, il obtint de desservir sa cure natale²³. Cette facilité et cette clairvoyance soulignent tout à la fois la puissance sociologique du groupe et sa capacité à dépasser les vieux schémas de reproduction sociale.

Lorsque l'archevêque du Guatemala passa à l'offensive, Delgado s'appuya pour se défendre sur ses apparentés, mais aussi sur des affins majoritairement originaires de la région salvadorienne et au premier chef intéressés par la captation du pouvoir au niveau régional. Delgado bénéficia des soutiens idéologiques précieux de deux prêtres; docteurs de l'Université de la San Carlos : José Simeón Cañas et Isidro Menéndez. Une digression sur le lien unissant José Simeon Cañas et José Matias Delgado n'est pas inutile. Outre qu'ils étaient exactement de la même génération et qu'ils firent leurs études ensemble au Séminaire de la capitale, il est bon de souligner ce que cette amitié signifiait stratégiquement. José Simeón Cañas naquit dans le petit village de Zacatecoluca, au sud de San Vicente, où de nombreuses familles s'étaient enrichies grâce à l'indigo. Le père, Pablo, était un producteur d'indigo qui prit pour épouse Lucia Villacorta, originaire de la ville de San Salvador. A sa mort, ses six enfants reçurent chacun 3047 pesos (soit un patrimoine total plutôt confortable, supérieur à 18.000 pesos). Cela impliquait des revenus réguliers qui permirent de payer les études au Guatemala de deux de ses fils, Domingo Rafael et José Simeón²⁴. Les membres de cette famille étaient solidement alliés par des mariages avec une autre famille importante de la région : les Lobato. La fille de Nicolas Cañas et de Josefa Lobato avait prononcé ses vœux au couvent de *Concepción* en 1773²⁵. Pour reprendre une expression de Lévi-Strauss, l'espace devenait alors une société de lieux-dits qui faisait que les membres de ces familles étaient des points de repères dans la région salvadorienne. Il est d'ailleurs possible que l'archevêque Casaus et son entourage ne soient pas passés à l'offensive avant de connaître l'identité des responsables politiques élus dans le nouvel Etat du Salvador. Or le *Jefe Político* Juan Manuel Rodríguez (Delgado) qui gouverna la région entre le 8 Janvier et le 1er octobre 1824 n'était autre que le demi-frère de José Matias Delgado. De même les Delgado entretenaient d'excellents rapports avec Juan Vicente Villacorta Diaz, qui fut élu chef de l'Etat par la suite, car il faisait partie de la parentèle des Cañas²⁶. Le réseau de Delgado contrôlait alors étroitement l'espace politique salvadorien. L'engagement d'Isidro Menendez apporta à Delgado des appuis politiques, en particulier au sein du Sénat, et une reconnaissance de son autorité dans la région minière de San Pedro Metapan²⁷, mais les deux hommes étaient séparés par une grande différence d'âge.

car José Matias Delgado en faisait partie et son supérieur, Pedro Delgado y Lanuza, (lequel pourrait être apparenté aux Delgado) avait en 1783 parrainé un autre enfant de la famille Arrivillaga y Coronado. Voir AHA, Livre de baptême des personnes espagnoles du *Sagrario*. José Matias Delgado avait aussi une tante religieuse au couvent de Concepción : María Nicolasa de León Mejio, née au Salvador en 1743.

²¹ Dans la plupart des cas, les familles hypothéquaient une partie de leur hacienda ou de leur maison pour garantir au candidat à l'ordination un minimum vital. Dans le cas de José Matías Delgado, le capital était de 14.000 pesos, ce qui était largement supérieur à la moyenne ou au minimum demandé. Voir *Archivo Histórico de la Arquidiócesis* (Ville de Guatemala), Caisse n° 5, Divers. (1789). Il reçut notamment en héritage la jouissance des chapellenies de son oncle le prêtre Pedro Manuel De León.

²² Il obtint son doctorat en 1794 grâce à une exemption de la *pasantía*. Lorsqu'il justifie cette demande, il apparaît clairement qu'il a déjà fait le choix de retourner vivre au Salvador : " (...) je suis sur le point d'être ordonné prêtre et de me retirer dans la ville de San Salvador où je suis né, avec le but de vivre au sein de ma famille, et c'est donc pour éviter un préjudice (que je demande l'exemption de la *pasantía*) sinon je serais obligé de retourner au Guatemala". Voir AGCA, A1.3.13.2, Exp. 13003, Leg. 1747 (1795). Il essaya cependant, en 1793, d'obtenir la chaire de droit canon de l'Université mais il fut surclassé par le chanoine Bernardo Martinez y Wallop. Voir AGCA, A1.3.8.1, Leg 1903, Exp. 12563 (1793).

²³ AHA, "*Libro del Seminario de la Asunción*", Fol. 18, Fils de Pedro Delgado et de Mariana de León, il entre au séminaire le 10 juillet 1783 et en sort le 11 septembre 1793 pour rejoindre immédiatement la cure de San Salvador.

²⁴ AHA, A4.38, T4, 44, "*Ordenaciones y licencias*" (1787).

²⁵ AHA, T7, 76, Exp. 1836. Une autre branche de la famille était alliée avec les Quintanilla, car José Antonio Cañas était le fils de Manuel Mariano Cañas Quintanilla et de Mariana de la Asunción Quintanilla Perdomo.

²⁶ F. López Jiménez, *Biografía de José Simeón Cañas*, pp. 33-36 ; Molina y Morales, *Guión histórico*, Tome I, pp. 108 ss. Juan Vicente Villacorta Diaz était apparenté avec José Dionisio Villacorta Cañas, fils d' Esteban Gabriel de Villacorta et de María Ignacia de Cañas Villacorta.

²⁷ AHA, T24, 29, Livre 33.

Tableau n° 2 : Les appuis politiques de Delgado d'après le rapport d'un espion en 1827 (Source : AHA, T1, « *Cartas* » n° 176)

Curé apuyant Delgado	Paroisse d'exercice	Informations complémentaires
Ramon Moreno / Mariano Antonio Lara	San Vicente	
Pedro Cuellar	San Marcos, S. T. Texacuangos	
Eusebio Lanuz	Nejapa	Originaire du Nicaragua
Calixto Arevalo	San Salvador	Imprimeur
Juan José Calderon	Chalchuapa	Disparu
Marcos Montero (OFM) et José Antonio Peña	Sonsonate	Pour eux, le Pape est un prince étranger à qui il ne faut pas obéir
Estevan Lorenzana (OP)	San Miguel	Fils de Lucas Jose Lorenzana et de Francisca Antonia Villacorta originaire de San Salvador (AHA, T6, " <i>Ordenaciones</i> " n° 18)
Jaime Antonio Colon	Santa Ana	
José Inocente Escolan	Llobasco	Apparenté aux Delgado, originaire de San Miguel
José Ygnacio Yturrios	Chapelain de l'Hôpital	Ami de Barrundia (Proximité idéologique avec les libéraux)
José Gregorio Ordóñez	Sensuntepeque	
Ramón Jalon (OP)	Perulapan	
Juan de Dios Campos Diez (OFM)	Chapelain de l'armée	Originaire du Nicaragua, mis en cause dans l'insurrection au Salvador et au Nicaragua avant l'Indépendance, très actif aux côtés de Delgado.
Pedro Reyna (OFM)	Ysalco	Originaire du Nicaragua
José Simeon Cañas	Zacatecoluca	
José María Chacón	Nonualco	Originaire du Guatemala (Zacapa), Président de l'Assemblée Nationale Constituante en 1824.
Thomas Muñoz	San Salvador	Originaire du Nicaragua

Cette concentration des pouvoirs locaux n'était cependant pas suffisante pour rallier toutes les composantes de l'élite régionale derrière la famille Delgado. La période ayant précédé l'indépendance montre la faiblesse des convictions politiques de José Matias Delgado qui ne fut pas un libéral de la première heure. Après avoir renoncé à une carrière dans la capitale, Delgado, entouré des siens, de partenaires fiables, entreprit d'asseoir son autorité morale sur la ville. Il poussa tous les membres de sa famille à participer aux frais de l'érection d'une nouvelle église aux allures de cathédrale, laquelle fut inaugurée en grande pompe en 1808 au moment précis où Napoléon faisait vaciller le colosse espagnol²⁸. A partir de cette époque, la famille Delgado occupa le devant de la scène salvadorienne, même si José Matias ne fut pas, semble-t-il, en première ligne pendant les mouvements insurrectionnels qui secouèrent la province du Salvador en novembre 1811²⁹. Prudent, il ne quitta pas sa maison et fit en sorte de calmer les ardeurs des insurgés ; sa position était celle qu'un prêtre adopte naturellement en pareil cas. Le reste de la parentèle fut beaucoup plus compromis : notamment Mariano Fagoaga et Manuel José Arce. Les frères Aguilar étaient les véritables meneurs de l'insurrection. Celle-ci s'apparentait à celles qui secouaient alors le voisin mexicain : son contenu social pouvait gêner les familles de pouvoir au Salvador. De fait, toute la région n'adhéra pas à la révolte et, le 28 décembre, celle-ci était étouffée ; les pacificateurs nommés par le Capitaine Général, José Maria Peinado et José Aycinena, reçurent les honneurs de José Matias Delgado et des officiers municipaux. En fait, quelques années auparavant, au moment de la visite du botaniste José Moziño, Delgado était encore aux côtés de l'Espagnol Rossi et de Mariano Nájera pour reconnaître le cratère du Quesaltepeque. Ces activités, associées à de nombreuses interventions dans la vie de la Société des Amis du Pays, montrent que Delgado joua très longtemps la

²⁸ Il est assez facile de suivre notre curé pendant ces années-là. A partir de la fin de l'année 1795, il sert de temps en temps de coadjuteur dans sa paroisse natale. Il vit alors des rentes de ses chapellenies tout en faisant plusieurs voyages dans la capitale pour s'assurer d'appuis auprès des chanoines (en particulier son ami Isidro Sicilia). Fin 1798, il profite de la vacance de l'évêché du Guatemala pour "gagner" le concours à la cure de San Salvador. Il ne la quittera plus jusqu'à sa mort. Carlos MELENDEZ CHAVERRI, *Presbítero y Doctor José Matias Delgado*, pp. 88,89.

²⁹ L'historien Alejandro Marure affirme que Delgado était un des principaux promoteurs de l'insurrection. Voir le *Bosquejo historico de las revoluciones de Centro América. Desde 1811 hasta 1834*, Guatemala, 1960, tome 1, p. 47.

carte du système colonial dont il profitait pleinement comme curé d'une des paroisses les plus riches d'Amérique centrale. Pour comprendre ces réticences, il faut aussi tenir compte du fait qu'au sortir du séminaire, José Matías Delgado avait dû traîner les frères Aguilar devant la justice diocésaine pour que lui soit reconnue la jouissance de 4900 pesos de chapellenies qui appartenaient probablement à son oncle Nicolas de León y Mejía³⁰. Le procès provient du fait que, par la mère, les Aguilar sont des descendants de la famille de León. L'absence de complicité active ne signifie pas pour autant que Delgado n'ait pas manifesté une certaine sympathie vis-à-vis des insurgés. En effet, à peine arrivé de Oaxaca, l'archevêque Ramón Casaus y Torres eut maille à partir avec notre homme qui refusa de reconnaître son autorité en dénonçant son absence de légitimité, prétextant le fait que la Régence n'avait pas le droit d'exercer le droit de patronage³¹! Enfin, sans, cependant, qu'aucune autre source que notre pamphlet ne le corrobore, les libéraux guatémaltèques n'hésitèrent pas à dénoncer le fait que Delgado ait eu, avant l'Indépendance, des liens très étroits avec l'Inquisition³². Ses divisions internes aux élites salvadoriennes se manifestèrent à nouveau lorsque le 24 avril 1825, José Matías Delgado prit possession de l'évêché. Delgado commença à gouverner le nouveau diocèse sur un territoire qui était loin d'être complètement acquis à son coup de force. Par exemple, le curé Ignacio Perdomo y Cornejo s'opposa énergiquement et ne laissa sa cure d'Ahuacapam à Isidro Menéndez qu'après y avoir été forcé³³. Cette opposition de la part d'un représentant d'une famille très puissante de San Vicente, peu soupçonné de sympathies vis-à-vis du régime colonial espagnol, montrait bien que le Salvador était loin de constituer alors un ensemble national homogène ou même en gestation³⁴. Surtout, les moyens mis en oeuvre pour atteindre cet objectif semblaient disproportionnés. La réprobation de Perdomo n'était en outre pas isolée. Même José Ignacio Avila, curé de San Miguel, qui avait porté la demande d'érection d'un diocèse devant les Cortes de Cadix, n'accepta pas de reconnaître l'autorité de Delgado. Luciano Alfaro et Manuel Antonio Molina n'hésitèrent pas à prendre la fuite en laissant leurs familles au Salvador. Delgado fut aussi contraint d'emprisonner le prêtre Joaquín Francisco Castellanos. Marure avance le chiffre d'une quarantaine d'expulsions.

L'engagement des intellectuels organiques et le rôle moteur de l'entourage de l'archevêque Casaus y Torres

Les intellectuels organiques - c'est-à-dire, selon une terminologie gramscienne, une ou plusieurs couches d'intellectuels (ici les membres du haut clergé) qui donnent à un groupe social (ici les familles de pouvoir de la capitale) l'homogénéité et la conscience de sa propre fonction - semblent avoir eu dans cette affaire une autonomie spécifique en organisant une campagne particulièrement virulente destinée à saper le pouvoir de la famille Delgado. Leur qualité de prêtre n'explique pas tout et les enjeux économiques n'étaient pas suffisamment importants pour risquer une guerre civile. Certes, la part de la région salvadorienne représentait entre 40 et 60 %, selon les années, du total des dîmes du grand diocèse de Guatemala dans la première moitié du XIX^e siècle³⁵. La grande majorité

³⁰ AGCA, A1-20, Leg. 945, Livre de notaire de José Díaz González, fol. 279.

³¹ B.N.G., *Contestación al comunicado que comienza ...op. cit.*, voir la note numéro cinq du document.

³² B.N.G., *Contestación al comunicado que comienza...op. cit.*, voir la note numéro six du document: "(...) Qui aurait pu imaginer! Qui aurait pu croire que Delgado l'indépendantiste, Delgado le libéral, devait être le digne successeur de cet habile commissaire, et réunir sur lui toute la méchanceté et la peste infernale, de cette sainte prostituée".

³³ AHA, T1,104, "Cartas diversas" (1827). Il déclarait alors à l'archevêque que « étant le curé légitime de ce bénéfice j'ai dû me retirer pour des raisons politiques et par la force de l'évêque intrus Delgado ; dans ces circonstances le dr. Ysidro Menéndez devint curé ».

³⁴ De même, lorsque les élites de la ville de San Salvador prirent la décision de s'opposer militairement à la décision prise par les Guatémaltèques d'adhérer à l'Empire mexicain d'Iturbide, de nombreuses municipalités déclarèrent leur hostilité à cette mobilisation (en particulier...dans la ville de San Salvador, les membres de la famille Viteri essayèrent en vain de s'opposer à l'influence grandissante du réseau de la famille Delgado ; Voir le journal *Genio de la Libertad*, n° 18.

³⁵ AHA, Section des dîmes: *Renta de lo cobrado desde el corte de 25 de junio de 1812 correspondiente al año de 1811 con arreglo a la lista que se me paso la contaduría en 30 de mayo de 1812*. Document signé par Manuel José Pavón. Voir aussi Francisco de Paula GARCÍA PELÁEZ. *Memorias para la Historia del Antiguo Reino de Guatemala*. Tomo III. Guatemala: Sociedad de Geografía e Historia de Guatemala, 1972, p. 17. "En manifiesto del Cabildo Eclesiástico sobre materia decimal", imprimé en 1841 ; on a les chiffres suivants : de 1811 à 1815, les dîmes correspondaient à 83.602 pesos et le San Salvador représentait

de ces fonds servaient à entretenir les chanoines et l'évêque du Guatemala. La part de ces dîmes qui revenait au Salvador était effectivement infime, ce qui pouvait susciter des ressentiments, mais Delgado n'a jamais développé dans ses écrits le moindre argument pour remettre en cause le mode de redistribution de cet impôt. On peut penser que les Salvadoriens voulaient seulement reproduire sur leur sol un système identique. De la même façon, les fonds des confréries susceptibles d'être contrôlés par le nouvel évêque salvadorien étaient très supérieurs à ceux du Guatemala. Au total la province, selon l'intendant Antonio Gutierrez y Ulloa, abritait, en 1812, 631 confréries qui détenaient alors 391.421 pesos³⁶. A titre de comparaison, en 1775, le diocèse du Guatemala (incluant donc le Salvador) comptait 1975 confréries et 581.883 pesos de capital sous des formes diverses (argents et cheptels)³⁷. Le Salvador renfermait donc 70 % des richesses accumulées par les confréries de tout le diocèse³⁸. Ces fonds étaient de toute façon très difficilement contrôlables et ces arguments ne valaient que pour quelques initiés au secret de la finance ecclésiastique. On note d'ailleurs que rares furent les pamphlétaires qui utilisèrent cet argument économique. La mise en place d'un nouveau diocèse n'impliquait pas de remise en cause du système hiérarchique. En fait, si les négociations entre Delgado et Casaus y Torres n'aboutirent pas, il faut en chercher les causes dans la structure des types de réseaux alors en confrontation. Le débat avait une portée politique « nationale » mais il était animé par des individus n'ayant que très peu d'intérêt dans la Nation (*voir le graphique ci-après*). Ce qui est alors très éclairant, c'est de constater que les différents prêtres qui se jetèrent dans la bataille politique étaient tous plus ou moins liés à l'entourage de l'archevêque Casaus y Torres. Outre leurs convictions religieuses et une certaine idée de l'Eglise qu'ils avaient en commun, ils étaient encore rapprochés par la régularité, l'ancienneté et la fréquence de leurs relations. Ce concept d'entourage est aujourd'hui très employé par les sciences sociales pour délimiter sociologiquement l'ensemble des personnes qui jouent un rôle dans la vie d'un individu³⁹. Les faits permettent d'identifier presque systématiquement ces pamphlétaires et de mieux cerner les liens qu'ils entretenaient entre eux. Nous sommes en mai 1824. Les députés de l'Assemblée salvadorienne votèrent l'intronisation de José Matias Delgado. L'affaire sortait alors du strict domaine ecclésiastique pour entrer dans le champ du politique. Le pape ne fut certes pas négligé, car le Mercédaire José Victor Castrillo fut envoyé à Rome pour défendre la décision prise en 1822 et obtenir la confirmation papale⁴⁰. Mais le souvenir de l'anticléricalisme de Napoléon en Europe et l'avènement d'un Pape très conservateur pouvait influencer sur les positions de la famille Delgado⁴¹. Ces derniers s'organisèrent lentement. Ils n'achetèrent une presse qu'en 1824 ce qui montre là encore le caractère improvisé et peu populaire de cette affaire. José Simeón Cañas publia sa fameuse *Advertancia Patriótica*, seulement le 20 octobre 1824⁴². Au contraire, au Guatemala, une véritable campagne d'information fut orchestrée par quelques hommes. Les vieilles familles créoles, en particulier les Montúfar et les Aycinena, se firent l'écho des protestations cléricales mais

55.208 pesos. Dans ce cas de figure, le Salvador concentre 66 % des dîmes du diocèse.

³⁶ B.N.G., *Estado General de la Provincia de San Salvador: Reyno de Guatemala (Año de 1807)*, por Don Antonio Gutierrez de Ulloa, *Corregidor Intendente de la Provincia*.

³⁷ Miles WORTMANN, *Government and society in central America*, 1680-1840, New-York, Columbia University Press, 1982, pp.176, 177.

³⁸ Adrian VAN OSS, *Catholic colonialism: A parish history of Guatemala (1524-1821)*, Cambridge, 1986, pp. 89-91. Adrian Van Oss explique ces différences en soulignant que les confréries indigènes souffrent globalement d'une mauvaise gestion. Au contraire, les confréries de *ladinos*, largement majoritaires au Salvador, parce qu'elles sont moins sous la férule des curés, s'en sortent mieux. Elles participent d'ailleurs beaucoup moins à la vie liturgique de la paroisse. Globalement elles administrent le capital avec plus d'indépendance. La différence entre les deux types de confrérie reflète une différence profonde au niveau des choix d'investissement. Les *ladinos* ont une attitude plus agressive et commerçante. Cortes y Larraz confirme dans sa visite la plus grande rigueur économique des confréries de l'est par rapport à celles de l'ouest. L'analyse des capitaux des deux confréries confirme que celles des Indigènes sont plus pauvres en termes de bétail comme en termes de capital.

³⁹ Voir C. BONVALET et E. LELIÈVRE, " Du concept de ménage à celui d'entourage : une redéfinition de l'espace familial", *Sociologie et sociétés*, Vol. XXVII, n° 2, 1995, p. 177-190.

⁴⁰ Enrique Tovar D., *El apostol de Ica*, Peru, p. 89.

⁴¹ Pie VII (1800-1823) n'avait pas accepté de s'aligner sur la politique napoléonienne qui enlevait au pape le droit de nommer les évêques. Etant donné le contexte et après l'avènement du très conservateur Léon XII (1824-1829), les Salvadoriens, ne pouvaient pas espérer être soutenus à Rome. Il est probable que Victor Castrillo ait envoyé des lettres à Delgado pour lui signifier qu'il ne fallait rien attendre du nouveau Pontife.

⁴² B.N.G., *Advertancia Patriótica*, 20 octobre 1824, Colofon, Imprenta Juan José de Arevalo, 24 fol. Signé de la main du Dr. José Simeón Cañas.

ce ne furent pas les familles de pouvoir de la capitale qui firent véritablement entendre leur voix dans cette affaire⁴³. L'archevêque organisa l'ensemble des opérations. Il donna le ton en rédigeant un édit virulent en date du 21 juin 1824 qui déclarait nulle la décision prise par les députés salvadoriens (assortie de sanctions religieuses). Delgado obtint alors du gouvernement l'interdiction de l'édit pastoral et entreprit de compter ses alliés dans toute la région. Le recours aux libelles devint alors crucial. C'est le moment où Miguel Muñoz entre en scène pour la première fois, dès le mois de juillet⁴⁴. Nous savons encore peu de choses sur son itinéraire. Beaucoup d'indices nous inclinent à penser qu'il pourrait s'agir d'un émissaire du pape, arrivé vers la fin de l'année 1824, pour assurer dans la région la suprématie romaine. Il n'a, en tout cas, laissé aucune trace avant cette date en Amérique centrale. Or c'est un "intellectuel", très bien formé, clairement identifiable par la nature de ses écrits et la fluidité de sa plume⁴⁵. En outre, l'évêque lui accorde très rapidement une des cures les plus sensibles et les plus lucratives de la région : celle du sanctuaire d'Esquipulas⁴⁶. Toutes ses interventions font de lui un des plus fidèles alliés de l'archevêque, un homme sur qui on peut compter en toutes circonstances⁴⁷. Les motivations politiques des frères Saldaña étaient plus liées à des événements centraméricains. En effet, ces deux curés, originaires de Santiago Nonualco, perdirent leur père, José Gregorio Saldaña, pendant les troubles insurrectionnels du 5 novembre 1811. Ce fut une des rares victimes ; « Il n'y eut qu'à déplorer la mort que d'un *chapeton* appelé José Gregorio Saldaña qui fut tué de la main de Pablo Castillo ». Accusé d'être trop proche des intérêts espagnols, il avait été tué par un autre Créole⁴⁸. Sa mort laissait orphelins deux enfants, Tomas et José Ignacio, qui furent alors recueillis par l'archevêque. Le frère de Tomas, né en 1791, avait été parrainé par un membre de la puissante famille Vidaurre⁴⁹. Les circonstances historiques avaient donc contribué à renforcer un solide réseau conservateur autour de l'archevêque, car ce fut un membre de cette même famille Vidaurre, un moine récollet, qui fut envoyé au Salvador en 1811 pour calmer les esprits⁵⁰. Ordonné en 1812, José Ignacio fut secrétaire particulier de l'archevêque jusqu'à la proclamation de l'Indépendance. A plusieurs reprises les frères Saldaña et Miguel Muñoz s'associèrent donc pour défendre et préciser la position de l'archevêque : « (...) le congrès de San Salvador n'a aucune faculté, ni droit d'aucune sorte pour ériger cette paroisse en église cathédrale ou épiscopale : il ne peut pas choisir l'évêque et disposer des dîmes. Par conséquent ses paroles et ses déterminations en cette matière représentèrent un véritable schisme (...) ». Il s'appliquait à dénoncer point par point toutes les décisions prises. Le droit canon ne donnait pas au Congrès le droit de nommer Delgado évêque. L'élection « à proprement parler appartient aux plus hauts dignitaires de l'Eglise, au Pontife, aux évêques » pas plus qu'elle ne permettait « de créer et de transférer des évêques, constituer ou diriger des évêchés... parce que seul le Pontife est le

⁴³ L'historien Alejandro Marure évoque le rôle de Manuel MONTÚFAR Y CORONADO, *Bosquejo histórico de las revoluciones de Centro América. Desde 1811 hasta 1834*, 2 Tome 1, p. 230.

⁴⁴ BNG, Livre 80, Vitrine 1, Miguel MUÑOZ et Tomas SALDAÑA, *Carta católica romana a los fieles del Estado de San Salvador, Caridad y Gracia*. (1824).

⁴⁵ Alors qu'il était vraisemblablement exilé aux Etats-Unis, il publia un très long rapport sur cette affaire. Voir Miguel MUÑOZ, *Defensa de las llaves de San Pedro en la autoridad diocesana y noticias de los cismas del arzobispado de Guatemala...*, Nueva York : Imprenta Española de Juan de la Granja Nassau (1834).

⁴⁶ Voir AGCA, A1.20, Leg. 836, Exp. 9329, fol. 90 (1825) et AHA, T1, 104, "*Cartas diversas*". Il est chapelain de cette paroisse en août 1825, puis, en avril 1827, il est curé intérimaire.

⁴⁷ En février 1827, il accueillit dans son presbytère le curé Mariano Castejón « réfugié dans ce village en raison des persécutions infligées par le chef de cet Etat parce qu'il avait refusé d'obéir à l'Assemblée lorsqu'elle décréta des lois hostiles et subversives contre l'autorité de l'Eglise. Voir AHA, T1, 104, Lettres diverses. Il demandait dans sa lettre à l'évêque que soit donné à Castejón le droit de confesser et de dire des messes. En 1834, il jouait toujours un rôle dans la vie politique centraméricaine, car il publia cette année-là un opuscule, « *Defensa de las Llaves de San Pedro* », contre le curé Márquez au Honduras qui avait été nommé, à la tête de ce diocèse « par la force et la tromperie du Général » Voir Romulo Ernesto DURÓN, *Biografía del presbítero Francisco Antonio Márquez*, Tegucigalpa, 1915, p. 23.

⁴⁸ Ramón SALAZAR, *Manuel José Arce, hombres de la independencia*, Vol. 21, Guatemala : Editorial de Educación Pública, 1952, p. 7,8. « (...) la mort de Zaldaña eut lieu dans l'hacienda de Miraflores dans la circonscription de Zacatecoluca et elle provoqua tant de peine, que le gouvernement demanda des oraisons funèbres solennelles pour sa mémoire et que sur sa tombe soit posée une plaque pour rappeler ses vertus ».

⁴⁹ AHA, T7, 35, "*Ordenaciones*".

⁵⁰ Concernant le bloc organisé entre les familles de pouvoir et l'Eglise dans la capitale du Guatemala nous renvoyons à notre thèse : *Elus du Monde et Elus de Dieu, les familles de pouvoir et le haut clergé en Amérique centrale, 1753-1829*, Groupe de Recherche sur l'Amérique Latine, C.N.R.S., Université de Toulouse-Le Mirail, 2001.

procureur de toute l'Eglise » . Il s'opposait aussi aux tentatives de récupération du droit de patronage par l'Etat salvadorien car ce dernier n'avait pas, comme le Roi d'Espagne l'avait fait, conclu de Concordat avec le Pape : « Les plus grandes erreurs et absurdités commises au Salvador, et annoncées dans le manifeste, résident dans le fait de signaler le territoire de l'évêché rêvé et juger l'imaginaire évêque avec une juridiction »⁵¹. La personnalité des autres porte-parole est tout aussi intéressante. José Mariano Herrarte publia deux opuscules pour dénoncer l'illégalité de la décision salvadorienne⁵². Il occupait alors le poste de secrétaire particulier de l'archevêque. Fils d'une très bonne famille de la capitale, il avait été placé très tôt dans le groupe des familiers de l'archevêque pour des raisons que nous ignorons. Il obtint en 1821 la charge de *promotor fiscal* de la curie diocésaine. En fait l'examen minutieux de la carrière des hommes qui se retrouvèrent au cœur de l'affaire nous ramène presque à chaque fois à l'entourage immédiat de l'archevêque. Le dominicain José Andres de Santa Maria, qui rédigea quatre pamphlets, était déjà aux côtés de Ramon Casaus y Torres au moment de l'insurrection d'Hidalgo pour conserver le calme au Guatemala⁵³. Lorsque l'affaire éclata, tous ces hommes fonctionnaient déjà en étroite interaction. Prenons encore l'exemple du Dominicain Anselmo Ortiz, qui fut découvert en juillet 1824 au Salvador alors qu'il essayait de fomenter des troubles contre les autorités salvadoriennes. Avant l'Indépendance, il avait été le confesseur particulier de Maria Teresa Aycinena (en particulier lorsqu'elle fut touchée par la grâce divine) et il avait officié en même temps comme chapelain de l'archevêché⁵⁴. Tous ces hommes n'appartenaient pas à la même corporation, mais ils agissaient très largement sur tout le champ social et constituaient un véritable réseau reposant autant sur des pratiques clientélistes (en particulier les liens avec les Dominicains), que sur des accointances politiques (Miguel Muñoz) ou sur la famille au sens religieux (notamment les frères Saldaña et José Mariano Herrarte). Ce réseaux, dotés de règles de fonctionnement propres, étaient activés ponctuellement pour servir des intérêts bien particuliers. Dans tous les pamphlets qui furent alors publiés, nous sommes bien en peine de trouver la moindre réflexion sur les enjeux politiques de cette affaire. Même en novembre, lorsque que trois autres signatures prestigieuses s'associèrent à la campagne politique, les arguments échangés étaient bien pauvres. Fernando Antonio Davila, Angel Maria Candina et Antonio González publièrent un essai de cinquante pages pour insister sur l'illégalité de l'érection du diocèse. Ils concluaient en ces termes : « une semblable entreprise bouleverserait tout le régime de l'Eglise, en séparant les Eglises particulières de la dépendance du souverain Pontife, laissant à son libre arbitre la discipline, (...)»⁵⁵.

Tous ces acteurs furent presque à chaque fois mobilisés par l'archevêque, au nom de l'intérêt supérieur de l'institution romaine. Il trouva aussi des appuis chez des chanoines Antonio García Redondo, José Valdés, Antonio Larrazábal, Antonio Croquer et José Maria Castilla, qui risquaient de perdre plus de la moitié de leurs revenus. Dans un rapport circonstancié de soixante-dix pages⁵⁶, publié le 17 décembre 1824, ces derniers se prononcèrent sans équivoque contre

⁵¹ B.N.G., *Carta Catolica Romana...op. cit.*, fol 12.

⁵² En octobre 1824, il publia un court essai en réponse au curé Simeón Cañas sur un ton qui ne manquait pas de piquant : « (...) Etant le Dr. Cañas un ecclésiastique âgé, qui a été membre de la Congrégation de Saint Philippe Néri et qui est actuellement député de l'Assemblée Nationale Constituante, cela semble invraisemblable, qu'il se risque à s'adresser au public sans vérifier les faits et sans s'assurer de la vérité de ses doctrines » BNG, Livre 70, vitrine 1, José Mariano HERRARTE, "Avertencia Patriotica." Guatemala, Imprenta de Juan José Arevalo, Calle de las Capuchinas, 1824, fol. 1.

⁵³ Ce Dominicain publia une "Carta critica al doctor Jose Simeon Cañas sobre los fundamentos de su advertencia patriotica" et "Impugnación del Manifiesto del Gobierno de San Salvador sobre la justificación de la erección de aquel nuevo Obispado de San Salvador, y elección del Doctor Delgado" (1824). Il serait aussi l'auteur de "Desengaño religioso al pueblo de Guatemala" et de "Reconvención amistosa al senador D. Isidro Menendez" mais nous n'avons pas trouvé ces deux derniers écrits dans les archives. Voir Juan RODRÍGUEZ CABAL, O.P., "Catalogo de escritores dominicos en la Capitanía General de Guatemala" *Anales de la Sociedad de Geografía e historia de Guatemala*, Tomo XXXIV, 1961, N° 1 à 4, p. 153. Formé à Madrid, originaire de San Saturnino de Sada dans l'évêché de Santiago, il arriva au Guatemala en 1810, occupa très vite des postes de responsabilité tant dans l'enseignement que dans l'administration de son couvent. Concernant les liens privilégiés qui unissaient l'archevêque et le couvent des Dominicains nous renvoyons à notre article : Christophe BELAUBRE, " Poder y redes sociales en Centroamérica : el ocaso de la orden de los dominicos (1757 – 1829).", *Mesoamerica*, n° 41, 2001, pp. 119-150.

⁵⁴ Pour plus de détails concernant cette affaire nous renvoyons à l'article de José Manuel Montúfar Aparicio, " Sor María Teresa de la Santísima Trinidad Aycinena y Piñol", *Anales de la Academia de Geografía e Historia de Guatemala*, LXX, 1995, pp. 21-97.

⁵⁵ BNG, Livre 64, vitrine 1, "A la Adertencia Patriotica del Doctor Jose Simeon Cañas. Contestacion de los Presbiteros Davila Fernando Antonio, Dr. Cadina Angel Maria y Gonzalez Antonio Dr., Guatemala," 6 de noviembre de 1824 .

⁵⁶ BNG, Livre 69, vitrine 1, "Informe que el cabildo eclesiastico de la catedral de Guatemala dio al actual prelado de esta santa iglesia metropolitana Dr y Mtro Fr Ramon Casaus y Torres sobre la erecion del Obispado que hizo el estado de San Salvador",

Delgado. Il reste qu'une fois l'affaire tranchée par l'Assemblée Constituante du Salvador, la solution politique n'était pas facile à trouver. En cas de différends sur une loi entre deux Etats, le Sénat devait entendre l'opinion de deux autres Etats pour arbitrer et la faire invalider (Art. 194 de la Constitution Fédérale). Or les libéraux dominaient le Guatemala, et le Honduras et le Nicaragua étaient en guerre. La Fédération centraméricaine reposait sur une Constitution relativement déséquilibrée qui ne laissait que très peu de moyens financiers et d'autorité à son Président. Surtout, les pouvoirs respectifs des Etats membres et de la Fédération n'étaient pas clairement définis⁵⁷. Le conflit défiait la résistance du tout nouveau système fédéral. La détermination des deux grands acteurs, José Matias Delgado et Ramón Casaus y Torres, et surtout de leurs entourages respectifs, menaçait de déboucher sur une guerre ouverte entre une armée improvisée au Salvador et l'armée fédérale cantonnée au Guatemala sous les ordres de Manuel José Arce.

Conclusions

Jean Piel et Todd Little-Siebold, en revisitant l'histoire centraméricaine à partir d'échelles locales et régionales, soulignent l'importance de dépasser la vision centraliste de l'historiographie traditionnelle et étrangère, largement tributaire des sources déposées dans les archives de la capitale du Guatemala⁵⁸. Ce changement de perspective est tout à fait nécessaire dans l'avenir pour dépasser les préjugés et les passions des élites mais les sources locales restent très difficiles d'accès en Amérique centrale, quand elles existent. Nous avons voulu aborder ce thème de la non-intégration centraméricaine à partir de nos travaux sur les réseaux opératoires des familles de pouvoir mais la quasi absence de sources salvadoriennes, par exemple nous n'avons pas pu consulter la collection entière du *Semanario Político Mercantil*, limite grandement la portée de ce travail. De même les généalogies sociales au Salvador sont presque inexistantes. La « vision des vaincus » mériterait aussi une approche plus fine, car nous ne croyons pas beaucoup aux réflexions *a posteriori* que Juan José Aycinena livre dans le *Toro Amarillo* sur l'expérience fédérale centraméricaine. Dix années après les faits, ce dernier considérait que la nature même de la Constitution fédérale condamnait la nation centraméricaine à se désagréger⁵⁹. Beaucoup de Centraméricains, surtout parmi les nombreuses familles de pouvoir de la capitale, crurent à l'unité centraméricaine, mais l'affaire du diocèse de San Salvador montre bien comment ce projet d'intégration, somme toute généreux, capota en raison du poids des structures sociales d'Ancien Régime. En effet, les élites salvadoriennes s'arrogèrent le droit de patronage parce que la législation sur ce point était effectivement peu claire. Si l'affaire prit un tour aussi politique, c'est parce que depuis plusieurs années, la famille Delgado avait tissé autour d'elle et avec quelques grands bourgs du Salvador des liens susceptibles de contrer l'influence de l'Etat centraliste des Bourbons et celle des grandes maisons commerciales du Guatemala. Alors que les députés s'acharnaient à fédérer les hommes et les femmes qui aspiraient à la création d'une identité de groupe autour du concept de citoyen centraméricain, dans la ville de Guatemala (autour de l'archevêque) et au Salvador (autour de Delgado) des micro-réseaux de pouvoirs se livraient une guerre sans merci pour obtenir les moyens de leur politiques respectives, lesquelles n'étaient d'ailleurs pas opposées foncièrement à la mise en place d'une Fédération en Amérique centrale. Le jeu des clientèles conformait ces espaces de pouvoir tout en réduisant au minimum les oppositions idéologiques. Ces querelles internes minaient la cohésion d'une identité centraméricaine déjà incertaine et favorisait les intérêts de ces quelques officiers de la Grande Armée française qui prônaient des solutions militaires.

1825, Guatemala, Impresa por J. J. Arevalo.

⁵⁷ Alejandro MARURE, *Bosquejo...* t. 1, p. 211.

⁵⁸ Jean PIEL et Todd LITTLE-SIEBOLD Comp., *Entre comunidad y nación, la historia de Guatemala revisitada desde lo local y lo regional*, CIRMA et CEMCA, 1999.

⁵⁹ Juan José AYCINENA, *El Toro amarillo*, Vol. 54, p. 8. Parmi de nombreux exemples, on peut citer la truculente remarque de l'auteur à propos des rédacteurs de la Constitution fédérale centraméricaine : " ils se conduisirent à la manière d'un homme à qui on présente pour la première fois une montre, et qui localement essaie d'en fabriquer une autre identique, sans prendre la peine d'examiner les rouages cachés de la machine".

62.000 signes environ espace compris

[Post-doctorant à FRAMESPA](#)
[CNRS-UMR 5136](#)
[Université de Toulouse Le Mirail](#)
[Maison de la Recherche](#)
[5, allées Antonio Machado,](#)
[31058 TOULOUSE](#)
[Tel : 05.34.66.28.18](#)